



**Direction générale de la performance économique et
environnementale des entreprises
Service Compétitivité et performance
environnementale
Sous-direction Compétitivité
Bureau Gestion des risques
3, rue Barbet de Jouy
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Instruction technique

DGPE/SDC/2016-15

11/01/2016

N° NOR AGRT1600153J

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction modifie :

DGPE/SDC/2015-828 du 30/09/2015 : Plan de soutien aux éleveurs situés en France métropolitaine les plus endettés et fragilisés par la crise économique actuelle.

Nombre d'annexes : 1

Objet : Plan de soutien aux éleveurs situés en France métropolitaine les plus endettés et fragilisés par la crise économique actuelle. Modification de la date de dépôt des dossiers des volets B et C et précision sur les montants planchers du volet A et des volets B et C.

Destinataires d'exécution

DRAAF
DDT(M)
Directeur général de FranceAgriMer

Résumé : La présente instruction modifie les modalités de mise en œuvre du dispositif du fonds d'allégement des charges (FAC) en faveur des éleveurs les plus endettés qui font face à des difficultés financières. L'aide est créée au titre du règlement cité ci-après dans les textes de référence.

Textes de référence : Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux

aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement de minimis agricole ».

L'instruction technique référencée DGPE/SDC/2015-828 en date du 28 septembre 2015 est modifiée pour tenir compte d'une prolongation de la date de dépôt des dossiers des volets B et C ainsi que d'une précision concernant le montant d'aide minimum du volet A, et le montant d'aide minimum des volets B et C.

Veillez trouver, ci-après, la décision INTV-GECRI-2015-81 de FranceAgriMer en date du 30 décembre 2015 qui précise les modifications apportées à la décision INTV-GECRI-2015-45 du 28 septembre 2015 relative à la mise en place du dispositif FAC en faveur des éleveurs les plus endettés.

Le reste est sans changement.

Signé :
La Directrice générale de la performance
économique et environnementale des entreprises

Catherine GESLAIN-LANEELLE



**DECISION DU DIRECTEUR GENERAL
DE FRANCEAGRIMER**

DIRECTION INTERVENTIONS
UNITE AIDES AUX EXPLOITATIONS ET EXPERIMENTATION
12, RUE ROL-TANGUY
TSA 50005
93555 MONTREUIL CEDEX

Dossier suivi par : Sophie Marchau / Sandrine Barré /
Vanessa Laugé
Mail : prénom.nom@franceagrimer.fr

**INTV-GECRI-2015-81
du 30 décembre 2015**

PLAN DE DIFFUSION :
DDTM - DRAAF – ETABLISSEMENTS DE CREDIT

MISE EN APPLICATION : IMMEDIATE

Objet : La présente décision modifie la décision INTV-GECRI-2015-45 du 28 septembre 2015 relative aux modalités de mise en œuvre du Fonds d'Allègement des Charges (FAC) à destination des éleveurs dans le cadre du plan de soutien à l'élevage français mis en place par le gouvernement, en ce qui concerne le volet C uniquement.

Bases réglementaires :

- Règlement (UE) n°1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement de minimis agricole » ;
- Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, dit « règlement de minimis entreprise » ;
- Livre VI, Titre II du code rural et de la pêche maritime. ;
- Décision INTV-GECRI-2015-45 du 28 septembre 2015 relative mise en œuvre du Fonds d'Allègement des Charges (FAC) à destination des éleveurs dans le cadre du plan de soutien à l'élevage français mis en place par le gouvernement.

Mots clés : FAC, élevage, aides de minimis, 2015

Article 1

Le point 2 de l'article 3 est modifié à son 3ème paragraphe comme suit :

Le montant minimum de l'aide du volet A ne peut être inférieur à 500 €. Le montant minimum de l'aide globale des volets B et C ne peut être inférieur à 500 €.

Article 2

Le deuxième paragraphe du point 2 de l'article 5 est modifié comme suit :

Ces demandes doivent être déposées en DDT(M) **au plus tard le 30 décembre 2015 pour le volet A** (l'extraction de l'annuité peut être transmise ou intégrée au dossier postérieurement au dépôt du dossier et au plus tard le 30 décembre 2015) **et au plus tard le 31 janvier 2016 pour les volets B et C.**

Article 3

Le premier paragraphe de l'article 8 est modifié comme suit :

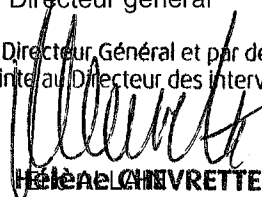
Les dossiers de demandes d'aides doivent être déposés complets en DDTM au plus tard le **30 décembre 2015 pour le volet A** et **au plus tard le 31 janvier 2016 pour les volets B et C.**

Article 4

Les autres dispositions de la décision INTV-GECRI-2015-45 du 28 septembre 2015 restent inchangées.

Le Directeur général

Pour le Directeur Général et par délégation
L'Adjointe au Directeur des interventions



HÉLÈNE CHEVRETTE